

L'ÉDUCATION AU KAMPUCHÉA — UNE QUESTION DE PERSÉVÉRANCE

par JEAN LASH

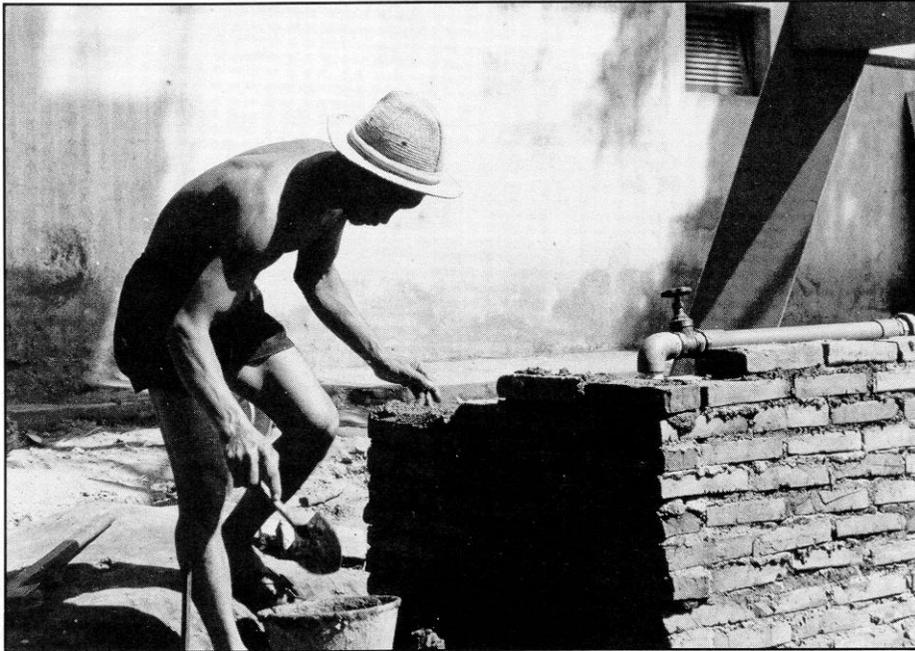


Photo : Jean Lash

Les parents n'ont pas hésité à participer à la construction des écoles.

Le 27 septembre 1984, les Kampuchéens se sont réveillés au son de la musique et des discours, alors que le pays célébrait le début de la sixième année scolaire depuis le renversement des Khmers rouges par les Vietnamiens et la mise en place, le 7 janvier 1979, de l'actuel gouvernement de Heng Samrin.

Les cérémonies officielles se sont déroulées à l'école Wat Kos de Phnom Penh, vaste établissement de couleur ocre que fréquentent un nombre record de 7 000 élèves, allant du pré-scolaire jusqu'au secondaire. L'uniforme bleu et blanc des élèves, agrémenté d'une écharpe rouge vif, égayait le spectacle.

Au podium, les orateurs se sont succédés rapidement, soulignant les progrès du pays dans le domaine de l'éducation et exposant le défi constant que pose le besoin de nouveaux établissements et de manuels scolaires.

L'éducation joue un rôle prépondérant dans les plans de reconstruction du Kampuchéa et de création d'une nouvelle société socialiste. Le système scolaire comporte toutefois plusieurs lacunes qui n'ont pu être comblées depuis 1979, et son évolution sera retardée tant et aussi longtemps que les pays d'Indochine seront minés par une situation politique précaire.

Les Khmers rouges sont entrés à Phnom Penh le 17 avril 1975, mettant ainsi fin à cinq années de guerre civile et aux bombardements soutenus de l'armée américaine. Sitôt après avoir constitué le gouvernement communiste du Kampuchéa démocratique, ils se sont coupés du reste du monde.

Ce n'est qu'après l'invasion des Vietnamiens et le renversement des Khmers rouges qu'a pu être constaté l'état de désolation dans lequel se trouvait le Kampuchéa. Près de deux millions de personnes étaient mortes de faim, de maladie, ou d'épuisement

suite aux travaux forcés, quand elles n'avaient pas tout simplement été exécutées. Les réseaux téléphoniques et les services postaux avaient été éliminés, tout comme les devises. L'industrie subsistait à peine, et il n'y avait plus de services d'électricité, de services sanitaires et de services d'approvisionnement en eau.

«En plus de défrayer les fournitures scolaires, les parents vont jusqu'à participer aux travaux de construction des écoles.»

Une poignée seulement d'enseignants et d'administrateurs compétents avaient survécu. Dans l'espoir d'éliminer tout ce qui touchait au savoir, les écoles et les livres avaient été détruits. L'école Tuol Sleng, à Phnom Penh, par exemple, avait été transformée en prison, et ses classes, en salles de torture.

Dès l'avènement du nouveau régime appuyé par les Vietnamiens, s'est amorcée une campagne pour la promotion de l'éducation. Spontanément, à l'échelle du pays, les parents voulaient inscrire leurs enfants à l'école. L'éducation et l'alphabétisation étaient perçues comme les pierres d'assises sur lesquelles pourraient être rebâties la confiance, la stabilité et l'identité culturelle du pays.

Mais le gouvernement de Heng Samrin n'a jamais été reconnu par les Nations unies, ce qui le prive des voies normales d'accès à l'aide multilatérale et bilatérale, essentielle au développement du pays.

Bien que l'infrastructure du Kampuchéa soit fragile, l'aide financière d'agences des Nations unies telles que le Programme des

Nations unies pour le développement, le Fonds pour les activités en matière de population et l'Unesco ne peut lui être allouée. Les modestes programmes d'aide que lui offrent l'Unicef, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ne sont que d'ordre humanitaire.

Les projets de développement sont limités par les contraintes budgétaires des agences bénévoles de Phnom Penh. Pour survivre, le gouvernement n'a pu compter que sur le développement de ses propres ressources.

ACCROÎTRE LE NOMBRE DE SCOLARISÉS

Au départ, les efforts ont été concentrés sur la formation des enseignants et le réseau des écoles primaires. Les maigres ressources ont été consacrées à l'augmentation du nombre d'écoles, plutôt qu'à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Bien que démunies, des écoles ont vu le jour et des enseignants y ont été affectés, malgré l'insuffisance de leur formation.

En 1979, la plupart des élèves étaient en mauvaise santé et la discipline causait chez eux un sérieux problème. Madame Mon Mieh Savarak, directrice adjointe de l'une des écoles modèles de Phnom Penh, rapporte que beaucoup d'enfants n'avaient jamais fréquenté l'école, bien que plusieurs aient 10 ans ou plus.

Nombreux étaient les élèves de 14 à 20 ans dont les études avaient été interrompues pendant quatre ans. Le quart des «adultes» analphabètes était constitué de jeunes de 14 à 16 ans, trop âgés pour qu'on puisse les intégrer au système normal, bien que leur éducation soit jugée cruciale pour le développement du pays. Un système d'enseignement parallèle à celui du primaire, où le programme de sept ans était résumé en deux ans, a été mis en place à leur intention en vue de les intégrer rapidement dans la société.

Plus de 900 000 élèves ont fréquenté l'école primaire durant la première année du gouvernement Heng Samrin, soit «le même nombre qu'au temps de Sihanouk» (dans le Cambodge d'avant-guerre), souligne fièrement le chef de cabinet du ministère de l'Éducation, M. Mom Chin Huy. Il faut cependant dire que la plupart des enseignants d'alors étaient mal préparés à la tâche. Leur formation s'est accrue progressivement depuis par des cours de perfectionnement donnés durant les vacances scolaires, mais elle reste encore le principal obstacle à l'amélioration de l'enseignement.

L'absence de manuels appropriés et de programmes pédagogiques a également constitué un sérieux problème. Les 39 manuels écrits en Khmer qui existaient en 1980 — souvent rédigés à partir d'ouvrages périmés — ont été envoyés au Viêt-nam pour y être imprimés. Quelques mois plus tard, seulement six manuels étaient prêts pour distribution. Leur diffusion à travers le pays s'est avérée fort difficile, les quelques camions disponibles étant monopolisés pour le transport de denrées alimentaires.

C'est à partir de cette base chancelante que le système scolaire a constamment évolué. Dès le début, la priorité a été accordée à la formation des maîtres, et en 1981, un

réseau de centres de formation pédagogique était déjà établi à travers le pays. Chacune des 20 provinces compte aujourd'hui un centre de formation pour les enseignants du premier cycle du primaire; il existe par ailleurs à Phnom Penh deux écoles spécialisées dans la formation des enseignants du secondaire, le perfectionnement général des maîtres et la recherche pédagogique.



Photos : Jean Lash

mais la collectivité demeure l'une des principales sources de financement. Les étrangers qui s'aventurent hors de Phnom Penh sont d'ailleurs immanquablement sollicités pour contribuer quelques sous à l'achat de ciment ou de matériaux pour la toiture d'une école.

Les autorités attribuent les progrès du système scolaire kampuchéen à l'adoption du principe de l'émulation — la promotion des élèves les plus méritants et d'écoles modèles. Ces dernières sont choisies en fonction de leurs réalisations. Leurs élèves doivent être reconnus pour leur discipline, leur application et leur sens patriotique, et l'association des parents doit avoir apporté une contribution exceptionnelle à l'aménagement et à l'organisation de l'école.

Le programme scolaire se fonde sur celui du Viêt-nam : quatre années pour le premier cycle du primaire, trois ans pour le second,

Pour justifier leur politique, les autorités prétendent qu'après sept années d'études, les élèves sont suffisamment instruits pour vivre et travailler de façon productive, au sein de la société. Le fait que des cours techniques soient incorporés au programme régulier permet à tous les enfants d'avoir accès à une formation pratique quelconque, soutient le chef de cabinet.

PÉNURIE DE CADRES

Les autorités admettent toutefois que l'amélioration des possibilités d'accès à l'enseignement s'est faite au détriment de la qualité. La grave pénurie de cadres scolaires, d'enseignants et de manuels a constamment brimé les «idéaux révolutionnaires» en matière d'éducation.

Le problème du recrutement d'ensei-



200 000 élèves fréquentent le primaire mais à peine 10 000 le secondaire. Les efforts du ministère portent maintenant sur le deuxième cycle.

Les autorités affirment que 66 p. 100 des analphabètes du pays savent maintenant lire et écrire. L'instruction est obligatoire pour les quatre premières années du primaire, et un million et demi d'élèves y sont inscrits. Selon le ministère de l'Éducation, le taux de fréquentation scolaire pour le premier cycle du primaire s'élève à 100 p. 100 dans la région de Phnom Penh; la moyenne nationale s'approche par contre des 80 p. 100, et ne dépasserait pas 70 p. 100 dans certaines des provinces périphériques, parmi les plus pauvres. Alors que le nombre d'inscriptions au deuxième cycle des études primaires frise les 200 000 élèves, M. Mon Chin Huy a bon espoir que l'objectif du ministère de rendre obligatoires les sept années du primaire pourra être réalisé d'ici la fin de la décennie.

UN CONTENU SOCIALISTE

En tout, 91 manuels scolaires en Khmer ont été publiés et distribués, tous «conformes aux principes du nouveau système d'éducation socialiste». L'enseignement se donne uniquement en Khmer, et aucune autre langue n'a été étudiée jusqu'ici.

Bien que le Kampuchéa reçoive l'aide de «pays socialistes amis» et d'organismes internationaux tel l'Unicef, ses propres efforts sont impressionnants. En plus de défrayer les fournitures scolaires, les parents vont jusqu'à participer aux travaux de construction des écoles. Le ministère assume le salaire des enseignants et fournit les manuels et les programmes scolaires normalisés,

et enfin trois ans d'études secondaires. Les élèves ont au moins quatre heures de travail manuel, par semaine, en plus des cours académiques. Bien que le genre de travail varie d'une école à l'autre, il est courant d'y trouver deux heures consacrées à l'agricul-

«L'évolution du système scolaire sera retardée tant et aussi longtemps que les pays d'Indochine seront minés par une situation politique précaire.»

ture, et deux autres à du travail technique.

Au deuxième cycle des études primaires, on ne trouve qu'un peu plus de 200 000 élèves, et au secondaire, aussi peu que 10 000. Les efforts du ministère sont maintenant dirigés vers l'augmentation du nombre d'inscriptions au deuxième cycle du primaire, comme on l'a fait pour le premier.

Au niveau secondaire, la pénurie d'enseignants qualifiés est aggravée par le faible nombre de diplômés admissibles. Seule une minorité d'élèves poursuivent au-delà de la septième année. La plupart des finissants du primaire choisissent plutôt l'une des trois voies habituelles : certains se battent pour obtenir une place au sein d'écoles professionnelles et techniques, d'autres rejoignent les rangs des travailleurs (en tant que manoeuvres agricoles, surtout) et quelques-uns s'enrôlent dans l'armée.

gnants au secondaire ne se pose pas seulement en terme de nombre ou de compétence. Il faut aussi composer avec le faible niveau de rémunération des fonctionnaires, ce qui rend l'enseignement moins attrayant que la médecine, par exemple, où l'on peut facilement faire plus d'argent.

La difficulté d'attirer les diplômés vers le secteur agricole risque là aussi de devenir un sérieux problème. Le système scolaire semble favoriser le milieu urbain, et à mesure que la population gagne en instruction, elle s'attend à dénicher des emplois au sein du gouvernement ou dans la capitale, ce qui peut désavantager les exploitations rizicoles.

Mises à part ces difficultés, les Kampuchéens qui travaillent à l'amélioration du réseau ont réalisé de rapides progrès, malgré l'absence de ressources. Les gestionnaires du ministère de l'Éducation, les enseignants, les parents et les élèves poursuivent leur lutte contre les obstacles afin d'assurer l'évolution du système scolaire. La seule ombre au tableau, c'est qu'une trop grande part des ressources du pays est encore investie dans des conflits politiques dont le règlement demeure hypothétique et, de plusieurs façons, hors de la volonté du pays. □

Jean Lash travaille auprès d'Oxfam, à Phnom Penh.